

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 39.516/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 30 novembre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 6, § 3, de la loi du 2 juin 1998 portant création d'un Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles et d'une cellule administrative de coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles", a donné le 19 décembre 2005 l'avis suivant :

Observation générale

La loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel prévoit, en son article 6, § 1^{er}, que le traitement des données à caractère personnel qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données relatives à la vie sexuelle est interdit à moins que, comme le précise le paragraphe 2, 1), de ce même article, ce traitement soit "permis par une loi, un décret ou une ordonnance pour un autre motif important d'intérêt public".

La loi du 2 juin 1998 portant création d'un Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles et d'une cellule administrative de coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles habilite ce Centre, en vertu de son article 6, § 3, à traiter des données à caractère personnel relatives aux opinions et aux activités philosophiques et religieuses visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992, précitée. Ce faisant, elle ne dispense par pour autant le centre de respecter, dans le traitement des données de cette nature, l'ensemble des dispositions de la loi du 8 décembre 1992. Celle-ci se place en effet dans la droite ligne de l'article 22 de la Constitution qui dispose :

"Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit."

Dans l'exécution qu'il donne à l'article 6, § 3, de la loi du 2 juin 1998, précitée, le projet d'arrêté soumis pour avis doit donc veiller à s'inscrire dans ce cadre en veillant à assurer la cohérence entre les dispositions qu'il prévoit et celles de la loi du 8 décembre 1992, précitée.

.../...

Observations particulières

Préambule

Le premier alinéa du préambule doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 2 juin 1998 portant création d'un Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles et d'une cellule administrative de coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles, notamment l'article 3, § 2;"

Dispositif

Article 2

La Commission de la protection de la vie privée a conseillé, dans son avis n° 43 du 23 octobre 2003, de faire signer par les personnes qui ont accès aux données une déclaration par laquelle elles s'engagent à respecter la confidentialité des données.

L'article 10 de la loi du 2 juin 1998, précitée, précise :

"L'ensemble des personnes traitant des données confidentielles recueillies par le Centre est soumis au respect du secret professionnel tel que visé par l'article 458 du Code pénal. Cette obligation s'impose également à toute personne extérieure au Centre intervenant en qualité d'expert, d'enquêteur ou de collaborateur."

Sauf à supposer que les membres de niveaux A et B du secrétariat du Centre n'entreraient pas dans la catégorie des collaborateurs, l'article 458 du Code pénal leur est applicable en vertu de l'article précité de la loi du 2 juin 1998. La signature d'une déclaration par laquelle la personne s'engage à respecter la confidentialité des données, n'a, en soi, aucune portée juridique. Si elle peut avoir pour utilité d'attirer l'attention des signataires sur leurs obligations, elle ne précise pas pour autant les sanctions que le signataire encoure s'il les méconnaît.

Afin d'éviter que l'alinéa 3 de l'article 2 n'induisse en erreur en ce qui concerne les effets de la déclaration, il conviendrait de le compléter en indiquant que la déclaration doit mentionner que le signataire est informé qu'il est soumis à l'article 458 du Code pénal.

Articles 6, 7 et 8

1. L'article 6 du projet prévoit que conformément à l'article 6, § 3, de la loi du 2 juin 1998, précitée, le Centre désigne parmi les membres du secrétariat un préposé à la protection des données.

L'article 8, alinéa 3, du projet charge par ailleurs ce préposé de conseiller "le responsable de la gestion quotidienne du Centre (...)".

Il serait judicieux de compléter le rapport au Roi afin de préciser les notions utilisées dans le texte en projet au regard de celles qui ont aujourd'hui usuellement cours en la matière par référence à celles de la loi du 8 décembre 1992, précitée, et plus particulièrement par rapport à celles de "responsable du traitement" ou son "représentant" au sens de l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de cette même loi.

Il faut en tout état de cause exclure qu'il puisse y avoir confusion entre le rôle de "préposé à la protection des données" et celui de "responsable du traitement" voire de son "représentant" ¹.

⁽¹⁾ Le fait que le préposé à la protection des données est nécessairement un membre du secrétariat du Centre n'est en effet pas compatible avec les responsabilités que la loi du 8 décembre 1992, précitée, réserve au responsable du traitement ou son représentant (Voir, à titre d'exemple, les recommandations que la Commission de la protection de la vie privée peut adresser, en accompagnement de son avis rendu sur plainte, au responsable du traitement (article 31, § 3), la communication qui en est faite au Ministre de la Justice (article 31, § 5) et la responsabilité civile qui lui incombe de payer les amendes auxquelles son mandataire ou préposé est condamné (article 42)).

2. Si l'article 6, alinéa 1^{er}, du projet prévoit que le mandat du "préposé à la protection des données" est de quatre ans et renouvelable, il ne précise pas si cette désignation se fera d'office ou si les membres du Secrétariat désireux de remplir cette mission doivent faire acte de candidature; il ne précise pas davantage les critères sur la base desquels ce mandat sera attribué et renouvelé par la suite. Afin d'éviter d'accorder un trop large pouvoir discrétionnaire à l'autorité, il conviendrait que ces éléments soient mieux circonscrits dans le texte certainement au vu des responsabilités que comporte la mission ainsi conférée par mandat ².

3. En son alinéa 2, l'article 6 du projet prévoit que le préposé à la protection des données "est entendu préalablement à sa désignation par la Commission de la protection de la vie privée".

L'article 7 du projet dispose par ailleurs que

"Le Centre peut, par décision motivée et après approbation de la Commission de la protection de la vie privée, révoquer le mandat du préposé.

Le préposé, assisté s'il le désire, de son conseil, est entendu par la Commission avant que celle-ci n'approuve ou non la révocation du mandat du préposé".

Ces deux dispositions appellent une double observation.

3.1. Les missions de la Commission de la protection de la vie privée sont définies par la loi du 8 décembre 1992, précitée; celle-ci, pas plus que celle du 2 juin 1998, précitée, n'habilite le Roi à lui en attribuer d'autres.

Le projet de texte ne peut donc lui confier une compétence d'avis préalable à la désignation par mandat d'un préposé ni a fortiori l'investir de celle de remplir, en cas de révocation de ce mandat, le rôle d'une commission de nature quasi disciplinaire devant laquelle l'exercice des droits de la défense est explicitement organisé.

⁽²⁾ Voir les tâches définies à l'article 8 du projet.

3.2. Dès lors que la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs le requiert déjà, il n'y a pas lieu de prévoir que la décision de révocation du mandat prise par le Centre doit être motivée.

Les deux dispositions seront donc revues pour tenir compte de ces observations.

Article 8

Compte tenu de l'observation générale, il n'y a pas lieu de disposer à l'alinéa 1^{er} de l'article 8 du projet que le "préposé à la protection des données du Centre veille à ce que les traitements de données effectués par le Centre soient exécutés conformément à la loi du 8 décembre 1992", précitée, pas plus que d'énumérer, de surcroît de manière exemplative, certaines des obligations qu'énonce cette même loi comme le fait l'alinéa 2 de l'article 8, en ses premier et deuxième tirets.

Ces dispositions seront omises du dispositif; elles peuvent par contre trouver leur place dans le rapport au Roi.

En revanche, au vu des tâches particulières dont le projet entend charger le "préposé à la protection des données", il n'apparaît pas superflu de circonscrire précisément celles-ci comme le prévoient les deuxième à cinquième tirets de l'alinéa 2 et l'alinéa 3 de l'article 8.

La rédaction de l'article 8 sera donc revue pour tenir compte de ces observations.

Article 9

1. La Commission de la protection de la vie privée proposait, dans son avis n° 43, précité, qu'à défaut d'une justification formelle à cet égard, le délai de conservation des données soit non pas de trente ans mais de trois ans.

.../...

Dans le rapport au Roi, le maintien des trente ans comme délai maximum est justifié par le fait qu'un délai de trois ans ne permettrait pas d'avoir une vision diachronique des organisations sectaires.

Si les explications ainsi données peuvent se comprendre au vu des missions dont est chargé le Centre, il n'en demeure pas moins que la loi du 8 décembre 1992, précitée, prévoit, en son article 4, 5°, que les données à caractère personnel ne doivent être conservées que pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

Les données ici concernées à savoir celles ayant trait aux opinions et aux activités philosophiques et religieuses étant, par définition, des données particulièrement sensibles, le Conseil d'État se demande s'il ne serait pas judicieux de compléter le troisième tiret de l'article 9, alinéa 2, du projet de manière telle que le rapport annuel qu'élaborera le Centre décrive de manière détaillée non pas seulement la durée de conservation mais également comment cette durée de conservation - dont le terme de trente ans à dater de leur collecte n'est, en application de l'article 4 du projet, qu'un maximum - est différenciée selon le type de données, leur degré de sensibilité et les finalités pour lesquelles elles sont conservées.

2. Étant donné que le projet d'arrêté royal vise à donner exécution à une disposition de la loi du 2 juin 1998, précitée, qui, entre autres, prévoit expressément que ce texte doit préciser "les garanties relatives à la confidentialité et à la sécurité des données à caractère personnel" (article 6, § 3, alinéa 2), le Conseil d'État suppose que c'est le rapport détaillé de ces mesures en termes de garantie que recouvre le libellé du cinquième tiret de l'article 9, alinéa 2, du projet.

Il se demande en revanche ce que vise l'auteur du projet, en prévoyant au sixième tiret de cette même disposition, "les autres garanties relatives à la vie privée". Dès lors que la loi du 8 décembre 1992, précitée, s'applique aux données traitées par le Centre, il va de soi que les dispositions de son Chapitre III relatif aux droits de la personne concernée prévoyant à cet effet plusieurs garanties, doivent être respectées. Ce sixième tiret vise-t-il le respect des dispositions de ce chapitre ? Afin de donner un sens à toutes les mentions qui devront figurer dans le rapport annuel du Centre, il conviendrait que l'auteur du projet précise ce qu'il entend viser dans le sixième tiret en question.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. VANDERSANDEN,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.516/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 november 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "ter uitvoering van artikel 6, § 3, van de wet van 2 juni 1998 houdende oprichting van een Informatie-en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties en van een Administratieve Coördinatiecel inzake de strijd tegen schadelijke sektarische organisaties", heeft op 19 december 2005 het volgende advies gegeven :

Algemene opmerking

In artikel 6, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens wordt bepaald dat de verwerking van persoonsgegevens waaruit de raciale of etnische afkomst, de politieke opvattingen, de godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging of het lidmaatschap van een vakvereniging blijken, alsook de verwerking van persoonsgegevens die het seksuele leven betreffen, verboden is, tenzij, zoals in paragraaf 2, 1) van datzelfde artikel wordt bepaald, die verwerking "om een andere belangrijke reden van publiek belang door een wet, een decreet of een ordonnantie wordt toegelaten".

Bij artikel 6, § 3, van de wet van 2 juni 1998 houdende oprichting van een Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties en van een Administratieve coördinatiecel inzake de strijd tegen schadelijke sektarische organisaties wordt dat Centrum ertoe gemachtigd persoonsgegevens te verwerken met betrekking tot de overtuiging of activiteiten op levensbeschouwelijk of godsdienstig gebied zoals bedoeld in artikel 6 van de voormelde wet van 8 december 1992. Aldus wordt dat Centrum er evenwel niet van vrijgesteld om bij de verwerking van gegevens van die aard alle bepalingen van de wet van 8 december 1992 na te leven. Die wet ligt immers in het verlengde van artikel 22 van de Grondwet, dat als volgt luidt :

"Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht."

Het ontwerpbesluit dat ter fine van advies is voorgelegd en strekt tot uitvoering van artikel 6, § 3, van de voormelde wet van 2 juni 1998, dient dan ook in dit kader te worden ingepast en er behoort te worden gezorgd voor samenhang tussen de in het ontwerpbesluit vervatte bepalingen en die van de voormelde wet van 8 december 1992.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Het eerste lid van de aanhef behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 2 juni 1998 houdende oprichting van een Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties en van een Administratieve coördinatiecel inzake de strijd tegen schadelijke sektarische organisaties, inzonderheid op artikel 3, § 2;"

Dispositief

Artikel 2

In haar advies nr. 43 van 23 oktober 2003 heeft de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer voorgesteld om de personen die toegang hebben tot de gegevens een verklaring te laten ondertekenen waarin zij zich ertoe verbinden de vertrouwelijkheid van de gegevens te eerbiedigen.

Artikel 10 van de voornoemde wet van 2 juni 1998 luidt als volgt :

"Voor alle personen die werken met vertrouwelijke gegevens die door het Centrum worden ingezameld, geldt het beroepsgeheim zoals bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek. Dezelfde verplichting geldt ook voor elkeen die niet tot het Centrum behoort, maar als deskundige, onderzoeker of medewerker optreedt."

Tenzij ervan uit zou moeten worden gegaan dat de leden van de niveaus A en B van het secretariaat van het Centrum niet tot de categorie van de medewerkers behoren, is artikel 458 van het Strafwetboek op hen van toepassing krachtens het voormelde artikel van de wet van 2 juni 1998. Het ondertekenen van een verklaring waarin de betrokkene zich ertoe verbindt de vertrouwelijkheid van de gegevens te eerbiedigen, heeft op zich geen enkele juridische betekenis. Het kan weliswaar het voordeel hebben dat de ondertekenaars op hun verplichtingen worden gewezen, maar daardoor wordt nog niet nauwkeurig aangegeven welke straffen de ondertekenaar kan oplopen als hij ze niet nakomt.

.../...

Teneinde te voorkomen dat artikel 2, derde lid, onduidelijkheid doet ontstaan omtrent de gevolgen van de verklaring, zou die bepaling moeten worden aangevuld met de vermelding dat in de verklaring moet staan dat de ondertekenaar weet dat artikel 458 van het Strafwetboek op hem van toepassing is.

Artikelen 6, 7 en 8

1. In artikel 6 van het ontwerp wordt bepaald dat het Centrum, overeenkomstig artikel 6, § 3, van de voornoemde wet van 2 juni 1998, uit de leden van het secretariaat een aangestelde voor de gegevensbescherming aanwijst.

Bij artikel 8, derde lid, van het ontwerp, wordt die aangestelde er voorts mee belast "de persoon belast met het dagelijks beheer van het Centrum (...)" raad te geven.

Het zou gepast zijn het Verslag aan de Koning aldus aan te vullen dat de begrippen die in de ontworpen tekst worden gebezigd gepreciseerd worden in het licht van die welke vandaag de dag terzake gangbaar zijn met betrekking tot die van de voormelde wet van 8 december 1992 en meer in het bijzonder ten opzichte van die van "verantwoordelijke voor de verwerking" of van zijn "vertegenwoordiger", in de zin van artikel 17, § 1, eerste lid, van diezelfde wet.

Er behoort in ieder geval voor te worden gezorgd dat er geen verwarring kan ontstaan tussen de rol van "aangestelde voor de gegevensbescherming" en die van "verantwoordelijke voor de verwerking" of zelfs van diens "vertegenwoordiger" ¹.

(1) Het feit dat de aangestelde voor de gegevensbescherming noodzakelijkerwijze lid is van het Centrum gaat immers niet samen met de verantwoordelijkheden die krachtens de voornoemde wet van 8 december 1992 ten deel vallen aan de verantwoordelijke voor de verwerking of zijn vertegenwoordiger (Zie, bij wijze van voorbeeld, de aanbevelingen die de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer samen met haar advies naar aanleiding van een klacht kan richten aan de verantwoordelijke voor de verwerking (artikel 31, § 3), de mededeling daarvan aan de Minister van Justitie (artikel 31, § 5) en de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de verantwoordelijke voor de verwerking voor de betaling van de boeten waartoe zijn aangestelde of lasthebber is veroordeeld (artikel 42)).

2. In artikel 6, eerste lid, van het ontwerp wordt wel bepaald dat het mandaat van "de aangestelde voor de gegevensbescherming" vier jaar duurt en verlengbaar is, maar er wordt niet aangegeven of die aanwijzing ambtshalve geschiedt dan wel of de leden van het Secretariaat die deze opdracht wensen te vervullen, daarnaar dienen te solliciteren; er wordt evenmin gepreciseerd op basis van welke criteria dat mandaat toegekend en naderhand verlengd zal worden. Om te voorkomen dat aan de overheid een te ruime discretionaire bevoegdheid wordt gelaten, zouden die gegevens beter moeten worden omschreven in de tekst, vooral in het licht van de verantwoordelijkheden die de aldus bij mandaat verleende opdracht met zich brengt ².

3. In artikel 6, tweede lid, van het ontwerp wordt bepaald dat de aangestelde voor de gegevensbescherming "voorafgaandelijk aan zijn aanwijzing (wordt) gehoord door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer".

In artikel 7 van het ontwerp wordt voorts het volgende bepaald :

"Het Centrum kan bij een met redenen omklede beslissing en na goedkeuring door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer het mandaat van de aangestelde beëindigen.

De aangestelde, bijgestaan door zijn raadsman indien hij zulks wenst, wordt door de Commissie gehoord vooraleer zij de beëindiging van het mandaat van de aangestelde al dan niet goedkeurt".

Deze beide bepalingen geven aanleiding tot een tweeledige opmerking.

3.1. De taken van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer worden bepaald bij de voormelde wet van 8 december 1992; noch bij die wet, noch bij de voornoemde wet van 2 juni 1998 wordt de Koning gemachtigd om aan die Commissie andere taken op te leggen.

Door middel van het ontwerp van tekst mag dan ook aan de Commissie geen bevoegdheid worden opgedragen voor het geven van advies voordat bij mandaat een aangestelde aangewezen wordt, noch mag ze a fortiori bevoegd worden gemaakt om, in

⁽²⁾ Zie de taken die in artikel 8 van het ontwerp worden gedefinieerd.

geval van beëindiging van dat mandaat, de rol te spelen van een commissie van welhaast disciplinaire aard, ten aanzien waarvan de uitoefening van de rechten van verdediging expliciet geregeld is.

3.2. Doordat de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen dit reeds vereist, is er geen reden om te bepalen dat de door het Centrum genomen beslissing om het mandaat te beëindigen met redenen omkleed moet zijn.

De twee bepalingen moeten dus worden herzien om rekening te houden met deze opmerkingen.

Artikel 8

Gelet op de algemene opmerking is er geen reden om in het eerste lid van artikel 8 van het ontwerp te bepalen dat "de aangestelde voor de gegevensbescherming van het Centrum (...) erop toe(ziet) dat de door het Centrum verrichte verwerkingen plaatsvinden overeenkomstig de (voormelde) wet van 8 december 1992", noch om zoals in het tweede lid, eerste en tweede streepje, van artikel 8, en dit bovendien bij wijze van voorbeeld, sommige van de verplichtingen die in diezelfde wet vervat zijn, op te sommen.

Deze bepalingen dienen uit het dispositief te worden gelicht; ze kunnen echter wel worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

Wegens de bijzondere taken waarmee het ontwerp de "aangestelde voor de gegevensbescherming" beoogt te belasten, lijkt het daarentegen niet overbodig deze taken nauwkeurig te omschrijven, zoals wordt bepaald in het tweede tot vijfde streepje van het tweede lid en in het derde lid van artikel 8.

De redactie van artikel 8 moet dus worden herzien om rekening te houden met deze opmerkingen.

Artikel 9

1. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft in haar voormelde advies nr. 43 voorgesteld om behoudens een dergelijke uitdrukkelijke motivering als termijn voor het bewaren van de gegevens niet dertig jaar, maar drie jaar vast te stellen.

In het verslag aan de Koning wordt het behoud van de dertig jaar als maximumduur gerechtvaardigd door het feit dat een bewaartermijn van drie jaar niet de mogelijkheid biedt te beschikken over een diachronisch beeld van de sektarische organisaties.

De aldus verstrekte uitleg kan weliswaar worden begrepen in het licht van de opdrachten waarmee het Centrum is belast, maar dit neemt niet weg dat artikel 4, 5°, van de voornoemde wet van 8 december 1992 bepaalt dat persoonsgegevens niet langer dienen te worden bewaard dan noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt.

Aangezien de gegevens in kwestie, namelijk die met betrekking tot de overtuiging of de activiteiten op levensbeschouwelijk of godsdienstig gebied, per definitie bijzonder gevoelig liggen, vraagt de Raad van State zich af of het niet gepast zou zijn het derde streepje van artikel 9, tweede lid, van het ontwerp zodanig aan te vullen dat in het jaarverslag dat het Centrum zal opstellen op een gedetailleerde wijze niet alleen de bewaartermijn wordt bepaald, maar ook hoe ten aanzien van deze bewaartermijn - waarvan de duur, die dertig jaar bedraagt, te rekenen van het ogenblik waarop de gegevens zijn verzameld, met toepassing van artikel 4 van het ontwerp slechts een maximum is - een onderscheid wordt gemaakt naargelang de aard van de gegevens, de mate waarin het gevoelige gegevens zijn en de doeleinden waarvoor ze worden bewaard.

2. Doordat het ontwerp van koninklijk besluit beoogt uitvoering te geven aan een bepaling van de voornoemde wet van 2 juni 1998, die onder andere uitdrukkelijk bepaalt dat bij koninklijk besluit de "de waarborgen inzake vertrouwelijkheid en beveiliging van de persoonsgegevens" moeten worden bepaald, (artikel 6, § 3, tweede lid,) gaat de Raad van State ervan uit dat de bewoordingen van het vijfde streepje van artikel 9,

.../...

tweede lid, van het ontwerp betrekking hebben op het gedetailleerde verslag van deze maatregelen inzake deze waarborgen.

De Raad vraagt zich daarentegen af wat de steller van het ontwerp bedoelt met de bewoordingen "de andere waarborgen betreffende de persoonlijke levenssfeer" in het zesde streepje van diezelfde bepaling. Doordat de voormelde wet van 8 december 1992 van toepassing is op de door het Centrum verwerkte gegevens, spreekt het vanzelf dat de bepalingen van hoofdstuk III ervan betreffende de rechten van de betrokken persoon die hiertoe voorzien in verschillende waarborgen, moeten worden nageleefd. Heeft dit zesde streepje betrekking op de naleving van de bepalingen van dat hoofdstuk? Om een betekenis te geven aan alle vermeldingen die in het jaarverslag van het Centrum moeten voorkomen, dient de steller van het ontwerp te preciseren waar hij op doelt in het bewuste zesde streepje.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
Mevrouw	Ph. QUERTAINMONT, M. BAGUET,	staatsraden,
de Heer	G. VANDERSANDEN,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS